


INSTITUT D'ÉMISSION  
D'OUTRE-MER

PAPEETE

Janvier 2006

Note de l'Institut d'émission

Etablissement public – Dotation 10 000 000 € – SIRET 78 430 111 100 – APE 651 A – Siège social : 5 rue Roland Barthes 75598 Paris cedex 12 – Tél. : 33+1 53 44 41 41 – Fax : 33+1 43 47 51 34

www.ieom.fr

# L'économie polynésienne en 2005

## une conjoncture dans la moyenne des dernières années

*Cette note se penche sur l'appréciation de la conjoncture économique polynésienne en 2005. L'approche retenue ici diffère du cadre habituel des analyses conjoncturelles réalisées par l'IEOM dans lequel l'évolution des indicateurs économiques est appréciée d'un trimestre sur l'autre ou à partir du niveau qui prévalait à la même époque l'année précédente pour corriger les effets saisonniers.*

*Pour 2005, cette approche traditionnelle peut susciter des réserves tant l'année 2004 a été perturbée au plan économique du fait d'une situation socio-politique mouvementée. Il convient, dès lors, d'apprécier les résultats macro-économiques en 2005 par rapport à une moyenne de performances obtenues sur une période pluriannuelle afin de donner moins d'importance aux perturbations de nature exogène. Ainsi, pour savoir si 2005 est une « bonne » ou « mauvaise » année, les performances en 2005 ont été comparées à la moyenne de celles obtenues sur une période de 5 ans (2001-2005).*

*Pour ce diagnostic macro-économique, nous avons retenu :*

- quatre indicateurs d'activité globale ;
- plusieurs indicateurs de demande qui correspondent à des contreparties du produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire à l'utilisation de la richesse disponible créée localement ou résultant de transferts financiers. Ainsi, les indicateurs de consommation et d'investissement (publics et privés) donnent une appréciation indirecte de l'activité économique globale ;
- enfin, notre attention s'est portée sur l'évolution de certaines statistiques pour estimer les résultats de trois secteurs importants : la perliculture, le tourisme et le BTP.

*Dans cette analyse chiffrée, les indicateurs de volume ont été privilégiés par rapport aux valeurs. Des données en valeur ont donc été transformées en volume en neutralisant les augmentations de prix.*

### Données d'activité globale

#### Des résultats dans la moyenne des 5 dernières années

Quatre indicateurs d'activité globale en volume ont été choisis : le chiffre d'affaire des entreprises déclarant au réel (déflaté par l'indice des prix à la consommation - IPC), l'emploi salarié, les importations hors avions en volume (déflatées par l'IPC) et la consommation d'électricité « moyenne tension » utilisée par les entreprises.

Sur ces quatre indicateurs, deux présentent des évolutions plus faibles que la moyenne calculée sur la période quinquennale 2001-2005. Il s'agit du chiffre d'affaires à prix constants et de l'emploi salarié. Le premier n'a pas augmenté en 2005 comme il a augmenté en moyenne ces dernières années. Néanmoins, l'écart est faible. Il n'est que de 1% par rapport à la moyenne quinquennale. L'évolution de l'emploi salarié est quant à elle plus sensible. L'écart de croissance est de -2%, et on note de plus un ralentissement de la création d'emplois salariés. La croissance n'a, en effet, été que de 2% en 2004 et pourrait avoisiner les 1% en 2005.

La consommation d'électricité moyenne tension (en millions de kwh)<sup>1</sup> suggère que l'année 2005 n'est ni une bonne année en termes d'activité économique, ni une mauvaise année. L'écart entre 2005 et la moyenne des 5 dernières années est en effet nul bien que la consommation d'électricité soit en hausse par rapport à 2003 et 2004.

L'évolution des importations (en volume et sans les avions livrés à ATN en 2002, 2003 et 2005) indique que l'activité économique est meilleure en 2005 que la moyenne de l'activité calculée sur la période 2001-2005. Sur les 9 premiers mois 2005, elle s'élève à environ 7% en volume contre 4% en moyenne sur la période 2001-2005. Cette évolution témoigne d'une accélération de la demande après une année 2004 marquée par un taux de croissance négatif des importations. Les ménages consomment donc de plus en plus et les entreprises importent de plus en plus de biens d'équipement. Ce sursaut de la demande n'a cependant pas conduit à une création nette d'emplois salariés.

<sup>1</sup> La consommation d'électricité est un indicateur régulièrement utilisé par les économistes pour estimer l'activité économique. Il est souvent utilisé dans des situations de manque d'informations et pour mesurer la taille relative de l'économie souterraine en faisant la différence entre activité réelle et activité officielle.

**Tableau 1- Taux de croissance annuels et sur 9 mois : comparaison entre 2005 et la moyenne des 5 dernières années**

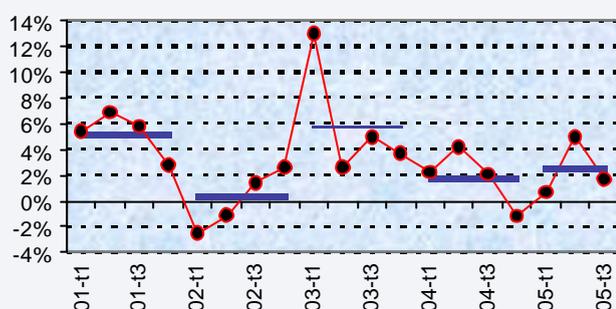
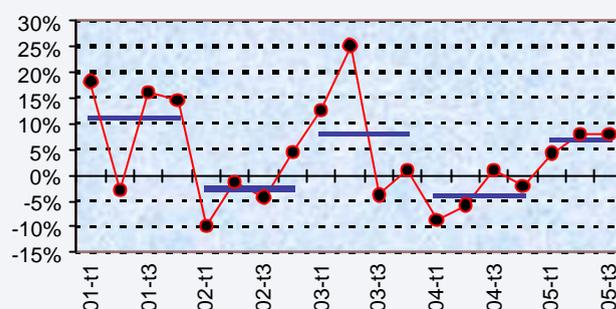
Taux de croissance annuels	année entière				9 premiers mois 2005		ECART
	2001	2002	2003	2004	2005/2004	moyenne 2001-05	
Chiffre d'affaires (en volume)	5%	0%	6%	2%	3%	4%	-1%
Importations (en volume)	11%	-3%	8%	-4%	7%	4%	3%
Emploi salarié*	4%	2%	3%	2%	1%	3%	-2%
Electricité (moyenne tension)	1%	7%	1%	0%	3%	3%	0%

\* 6 mois au lieu de 9

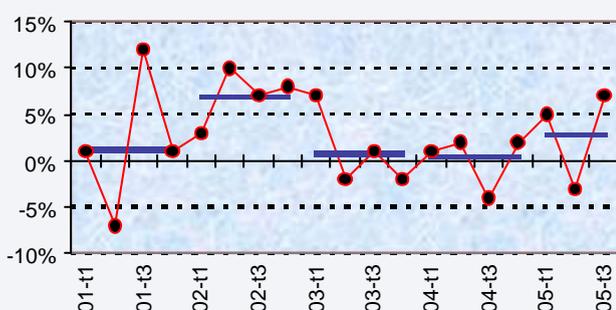
 2005 < moyenne des 5 dernières années  
 2005 = moyenne des 5 dernières années  
 2005 > moyenne des 5 dernières années


Sources: ISPF, CPS, Service des contributions

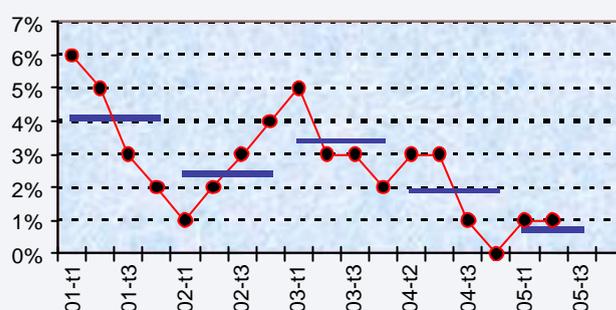
**Graphiques 1- Evolution trimestrielle des indicateurs d'activité globale (glissement annuel) et taux de croissance annuel**

 chiffre d'affaires (en volume, base 1<sup>er</sup> trimestre 2000)

 importations (en volume, base 1<sup>er</sup> trimestre 2000)


consommation d'électricité (moyenne tension)



emploi salarié


**Analyse de la demande globale**
**Une diminution des dépenses publiques compensée par une croissance significative de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises**

Les principaux indicateurs des emplois du PIB sont à présent passés en revue, à l'exception notable des exportations de biens et services qui sont traitées plus loin dans l'analyse sectorielle. Il s'agit de la consommation et de l'investissement des ménages, de l'investissement des entreprises, de la consommation et de l'investissement des administrations publiques.

**La consommation des ménages est une variable déterminante dans l'économie polynésienne.** Elle représente entre 65 et 70% du PIB<sup>1</sup>. Dès lors, son évolution nous renseigne sur le sens de variation de l'activité globale. Pour approcher cette variable, les importations de biens de consommation finale et le nombre d'immatriculations de

voitures de tourisme ont été choisis. Si l'évolution des importations de biens alimentaires semble indiquer une moins bonne année 2005 par rapport à la moyenne des 5 dernières années, l'accroissement du poste habillement laisse plutôt penser que la consommation des ménages s'est nettement redressée cette année. L'écart est respectivement de -2% et de +6%. Enfin, l'augmentation du nombre de voitures neuves a été particulièrement importante cette année grâce notamment à un programme incitatif pour le remplacement de véhicules vétustes. **La consommation des ménages a donc joué un rôle moteur pour la croissance en 2005.**

<sup>1</sup> Comme tout pays ou territoire bénéficiant d'importants transferts financiers de l'extérieur, il apparaît que la somme des investissements et de la consommation (privés et publics) dépassent largement le PIB lui-même en raison d'un déficit de la balance des biens et services que permettent justement ces versements provenant de l'extérieur.

**L'investissement immobilier des ménages se porte relativement bien.** La différence entre 2005 et la moyenne sur la période 2001-2005 est nulle : la croissance de cet indicateur est identique à la moyenne constatée ces dernières années. Il n'y a donc pas eu de modification majeure du comportement d'investissement des ménages polynésiens en 2005. De plus, on remarque que la croissance des crédits à l'habitat des particuliers est relativement stable dans le temps puisqu'elle oscille entre 6 et 9% depuis 2001.

**L'investissement des entreprises est en forte hausse.** Les deux indicateurs retenus (crédits d'équipement et importations de biens d'équipement en volume) révèlent que l'investissement des entreprises a augmenté plus fortement en 2005 qu'en moyenne annuelle sur la période 2001-2005. Les effets de rattrapage, après une année 2004, très négative ne sont sans doute pas étrangers à ce résultat. Cette croissance est comparable à celle des bonnes années 2001 et 2003.

**Les dépenses publiques mandatées par le territoire ont chuté fortement** sur les 9 premiers mois de l'année 2005 par rapport à la moyenne annuelle des 9 premiers mois des années 2002-2005. Les indicateurs de dépenses publiques retenues ici sont tous trois à la baisse. Pour les neuf premiers mois de l'année, la baisse des indicateurs des dépenses de fonctionnement et d'investissement du territoire a été respectivement de 7% et de 13%, soit des écarts absolus de -14 et -18% avec la moyenne obtenue sur les 5 dernières années.

**Ce fort ralentissement des dépenses publiques a pesé sur la conjoncture économique globale.** Certains secteurs en ont plus souffert que d'autres, en particulier le BTP. Ceci est corroboré non seulement par la diminution des dépenses (liquidées) du territoire destinées aux « travaux » (écart de -3%), mais également par l'évolution des indicateurs d'activité du BTP (voir ci-après).

Ce retard dans l'utilisation des ressources publiques pourrait toutefois se résorber progressivement. Ainsi, l'activité économique en 2006 serait susceptible de profiter partiellement de ces effets de rattrapage.

**Tableau 2- Taux de croissance annuels et sur 9 mois : comparaison entre 2005 et la moyenne des 5 dernières années des emplois du PIB**

Taux de croissance annuels	année entière				9 premiers mois 2005		ECART
	2001	2002	2003	2004	2005/2004	moyenne 2001-05	
<b>Consommation des ménages</b>							
Alimentation (importations en vol.)*	8%	-1%	-1%	1%	0%	2%	-2%
Habillement (importations en vol.)	12%	6%	-1%	0%	12%	6%	6%
Immatriculations de voitures de tourisme**	48%	-13%	2%	-16%	10%	6%	4%
<b>Investissement des ménages</b>							
Crédits à l'habitat (en vol.)	6%	6%	9%	7%	7%	7%	0%
<b>Investissement des entreprises</b>							
Importations de b. d'équipement (en vol.)	13%	2%	32%	-15%	13%	8%	5%
Crédits d'équipement (en vol.)	3%	0%	5%	-2%	4%	2%	2%
<b>Consommation publique</b>							
Dépenses de fonctionnement de la COM (1)	nd	14%	5%	16%	-7%	7% <sup>1</sup>	-14%
<b>Investissement public</b>							
Dépenses d'investissement de la COM (1)	nd	-5%	8%	-5%	-13%	5% <sup>1</sup>	-18%
Ensemble des travaux (liquidations) (2)	nd	nd	-8%	-23%	-17%	-14% <sup>2</sup>	-3%

\* biens agroalimentaires ; \*\* voitures neuves.

(1) moyenne sur 2002-05 ; (2) moyenne sur 2003-05

2005 < moyenne des 5 dernières années

2005 = moyenne des 5 dernières années

2005 > moyenne des 5 dernières années



Sources: ISPF, IEOM, Service des finances et de la comptabilité

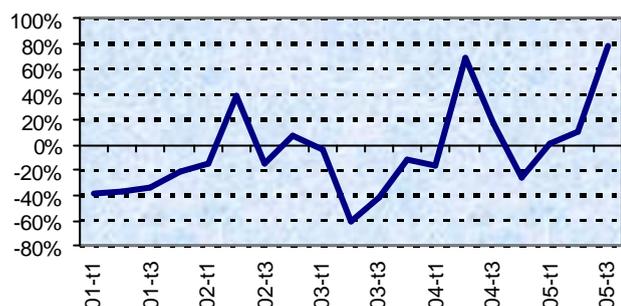
## Analyse sectorielle

### Difficultés pour le BTP et résultats supérieurs à la moyenne pour le tourisme et la perliculture

Sur les trois secteurs d'activité retenus dans ce document, **la perliculture affiche une nette amélioration en 2005**. Les exportations en valeur de perles brutes ont cru de 28% sur les 9 premiers mois, alors qu'elles ont diminué en moyenne de 6% sur la période 2001-2005.

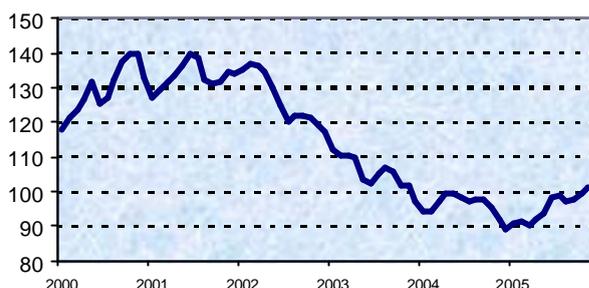
Les indicateurs d'activité touristiques sont plus difficiles à analyser du fait que le quatrième trimestre, dont nous n'avons pas les résultats pour 2005, est un trimestre important. Leur évolution est toutefois meilleure en 2005 que sur la période 2001-2005.

Graphique 2- Exportations de perles brutes en valeur (en glissement annuel)



Source : ISPF

Graphique 3- Evolution du cours du US dollar (en F CFP)



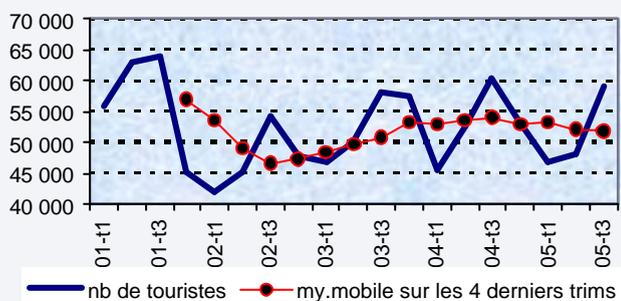
Source : BDF

D'après les graphiques ci-dessous, le tourisme suit une pente d'évolution légèrement croissante, se remettant progressivement de la crise internationale de septembre 2001, et ce malgré une compétitivité de la destination polynésienne mise à mal par la forte dépréciation depuis 2002 du dollar américain vis-à-vis du franc CFP.

Ainsi, en 2005, malgré un dollar encore faible (mais en phase de réappréciation favorable pour la compétitivité polynésienne) et un renchérissement du coût du transport (cf. prix du pétrole), la baisse du nombre de touristes n'aura été que de 3% sur 9 mois.

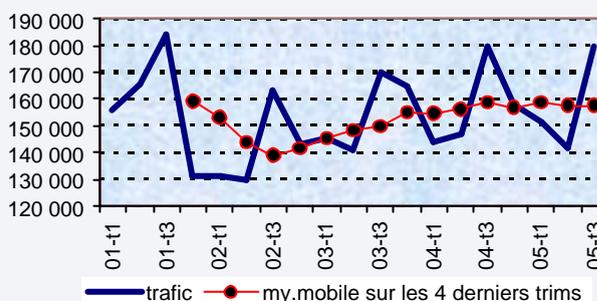
### Graphiques 4- Tourisme

nombre de touristes



Source : Service du tourisme

trafic à l'aéroport de Faaa (nb. de passagers)



Source : SEAC

Tableau 3- Taux de croissance annuels et sur 9 mois : comparaison entre 2005 et la moyenne des 5 dernières années de quelques indicateurs sectoriels

Taux de croissance annuels	année entière				9 premiers mois 2005		ECART
	2001	2002	2003	2004	2005/2004	moyenne 2001-05	
<b>BTP</b>							
certificats de conformité	-18%	22%	-14%	23%	-9%	-4%	-5%
permis de construire	44%	-43%	30%	-26%	-11%	-3%	-8%
<b>TOURISME</b>							
nombre de touristes	-10%	-17%	13%	0%	-3%	-4%	1%
trafic à l'aéroport de Faaa	-9%	-11%	9%	1%	1%	-2%	3%
<b>PERLICULTURE</b>							
exportations de perles brutes (en valeur)	-32%	3%	-31%	0%	28%	-6%	34%

2005 < moyenne des 5 dernières années

2005 = moyenne des 5 dernières années

2005 > moyenne des 5 dernières années



Sources: ISPF, Service de l'urbanisme, Service du tourisme

Enfin, les indicateurs relatifs à l'évolution de l'activité du BTP révèlent une relative mauvaise année pour ce secteur qui reste toutefois à confirmer sur l'année complète. Les certificats de conformité (en m<sup>2</sup> accordés par le service de l'urbanisme pour les IDV hors Papeete) se sont repliés de 9% et les permis de construire (en m<sup>2</sup> total pour les IDV hors Papeete) ont diminué de 11%. On observe cependant que la tendance depuis 2001 est à la stagnation.

Sur neuf mois, en moyenne sur la période 2001-2005, l'évolution n'est guère favorable puisque les certificats de conformité et les permis de construire baissent de 4% et 3%.

Le BTP est en partie dépendant des commandes publiques. Les dépenses liquidées du territoire concernant l'ensemble des travaux ont diminué de 17% sur les 9 premiers mois de l'année par rapport au 9 premiers mois de 2004, ceci a contribué à une conjoncture atone du secteur.

Graphiques 5- Evolution trimestrielle de quelques indicateurs sectoriels



## Conclusion

De manière synthétique, on retiendra que :

- ✚ Sur le plan économique, l'année 2005 n'est ni une bonne année, ni une mauvaise année. Les taux de croissance des principaux indicateurs retenus dans cette analyse sont dans la moyenne des taux obtenus au cours des cinq dernières années (par exemple, le chiffre d'affaires en volume des entreprises au réel a crû de 3% sur les 9 premiers mois, contre 4% en moyenne annuelle sur la période 2001-2005). Certains secteurs se portent bien même si d'autres souffrent de la conjoncture actuelle.
- ✚ L'économie polynésienne reste très dépendante des dépenses publiques, et toute baisse ou ralentissement de celles-ci se répercute mécaniquement sur l'économie.
- ✚ La baisse des dépenses publiques a pesé sur l'économie polynésienne, en particulier sur des secteurs dépendants, comme le BTP.
- ✚ La baisse des dépenses publiques a été partiellement compensée par l'augmentation de la consommation des ménages et dans une moindre mesure, par celle de l'investissement des entreprises.
- ✚ Les deux principaux secteurs d'activité tournés vers l'exportation (perliculture et tourisme) affichent des résultats dans la moyenne des dernières années.
- ✚ Un report de croissance de 2005 à 2006, imputable à un effet de rattrapage de la dépense publique, peut être envisagé, pour peu que les projets puissent être lancés dans les délais.

Enfin, il apparaît que cette augmentation de la demande globale ne s'est pas traduite par un gain d'activité créateur d'emplois. Deux raisons peuvent être évoquées :

- a) La création d'emplois imputable à cette demande a pu être compensée par les pertes d'emplois enregistrées dans les secteurs qui ont souffert de la baisse des dépenses publiques.
- b) L'augmentation de la demande des ménages se traduit par une demande de biens et services supplémentaires dont une grande partie est importée, limitant l'incidence sur l'économie à la valeur ajoutée du secteur du commerce. Formant environ 46% du chiffre d'affaires des entreprises déclarant au réel en 2004, le secteur « commerce et réparations » a en effet augmenté son chiffre d'affaires de 6% sur les 9 premiers mois de 2005. De plus, ce secteur n'a pas nécessairement éprouvé le besoin d'accroître sensiblement ses effectifs.